



CRÉATION D'UNE STATION DE TRANSIT DE MATÉRIAUX INERTES



Communes : Albertville et Venthon

DOSSIER D'ENREGISTREMENT AU TITRE DES ICPE

8- COMPATIBILITÉ AVEC LES DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

SOMMAIRE

1) Compatibilité avec les documents de référence.....	3
1.1. Conformité avec le SDAGE Rhône-Méditerranée	3
1.2. Conformité avec le SRADDET	14
1.3. Conformité avec le Programme National de Prévention des déchets.....	21
1.4. Conformité avec le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) d'Auvergne Rhône-Alpes.....	22

1) Compatibilité avec les documents de référence

1.1. Conformité avec le SDAGE Rhône-Méditerranée

Source : <https://www.eaurmc.fr>

Le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Rhône-Méditerranée (2022-2027) fixe les grandes orientations de préservation et de mise en valeur des milieux aquatiques à l'échelle du bassin ainsi que les objectifs de qualité des eaux à atteindre d'ici à 2027.

Huit orientations fondamentales traitent les grands enjeux de la gestion de l'eau. Elles visent à économiser l'eau et à s'adapter au changement climatique, réduire les pollutions et protéger notre santé, préserver la qualité de nos rivières et de la Méditerranée, restaurer les cours d'eau en intégrant la prévention des inondations, préserver les zones humides et la biodiversité.

Le SDAGE a pour ambition d'augmenter la part des eaux de surface (cours d'eau, lacs, lagunes) en bon état écologique en 2027 par rapport à l'état évalué en 2019, soit un objectif de 67 %. Il vise également le bon état chimique pour 97 % des milieux aquatiques et 88% des nappes souterraines, et le bon état quantitatif pour 98 % des nappes.

Les huit orientations sont présentées dans le tableau ci-après.

D'après l'analyse réalisée dans le tableau suivant, et avec la mise en place des mesures, le projet apparaît comme compatible avec les orientations du SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027.

Disposition	Intitulé	Compatibilité du projet
OF N° 0 : S'ADAPTER AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE		
0-01	Agir plus vite et plus fort face au changement climatique	Sans objet
0-02	Développer la prospective pour anticiper le changement climatique	Sans objet
0-03	Éclairer la décision sur le recours aux aménagements nouveaux et infrastructures pour s'adapter au changement climatique	Ce projet voit le jour de façon à prendre en compte l'évolution des besoins d'entreposage de matériaux inertes sur les prochaines décennies, et la nécessité de revaloriser un maximum de ces matériaux, plutôt que d'utiliser des ressources nouvelles pour les chantiers de l'agglomération. ⇒ Le projet est donc compatible avec cette orientation
0-04	Affiner la connaissance pour réduire les marges d'incertitude et proposer des mesures d'adaptation efficaces	Sans objet
OF N° 1 : PRIVILEGIER LA PRÉVENTION ET LES INTERVENTIONS A LA SOURCE POUR PLUS D'EFFICACITÉ		
1-01	Impliquer tous les acteurs concernés dans la mise en œuvre des principes qui sous-tendent une politique de prévention	Sans objet
1-02	Développer les analyses prospectives dans les documents de planification	Sans objet
1-03	Orienter fortement les financements publics dans le domaine de l'eau vers les politiques de prévention	Sans objet
1-04	Inscrire le principe de prévention dans la conception des projets et les outils de planification locale	Sans objet
1-05	Impliquer les acteurs institutionnels du domaine de l'eau dans le développement de filières économiques privilégiant le principe de prévention	Sans objet
1-06	Systématiser la prise en compte de la prévention dans les études d'évaluation des politiques publiques	Sans objet
1-07	Prendre en compte les objectifs du SDAGE dans les programmes des organismes de recherche	Sans objet
OF N° 2 : CONCRÉTISER LA MISE EN OEUVRE DU PRINCIPE DE NON DEGRADATION DES MILIEUX AQUATIQUES		
2-01	Mettre en œuvre de manière exemplaire la séquence « éviter-réduire-compenser »	Le projet d'implante au droit d'une friche industrielle, relativement à l'écart des habitations, au sein d'une végétation opportuniste, sans zones humides. La zone de projet est toutefois traversée par le ruisseau des Steppes. Les limites de l'ICPE seront situées à l'extérieur d'une bande de 10 m de part et d'autre des berges de ce ruisseau.
2-02	Evaluer et suivre les impacts des projets	

		<p>La séquence d'évitement et réduction a été mise en place dans le cadre du présent projet. Des impacts peuvent ainsi être évités.</p> <p>Ces mesures sont présentées en détails au chapitre 6) de la pièce 3 du présent dossier</p> <p>Le projet est donc compatible avec cette orientation. Ces mesures sont décrites en détails au sein de la notice descriptive en pièce 3 du dossier ICPE</p> <p>Le projet est donc compatible avec cette orientation.</p>
2-03	Contribuer à la mise en œuvre du principe de non-dégradation via les SAGE et contrats de milieu	Sans objet
2-04	Sensibiliser les maîtres d'ouvrages en amont des procédures réglementaires sur les enjeux environnementaux à prendre en compte	Sans objet
OF N° 3 : PRENDRE EN COMPTE LES ENJEUX ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DES POLITIQUES DE L'EAU		
A. Mieux connaître et mieux appréhender les impacts économiques et sociaux		
3-01	Mobiliser les données pertinentes pour mener les analyses économiques	Sans objet
3-02	Prendre en compte les enjeux socio-économiques liés à la mise en œuvre du SDAGE	Sans objet
3-03	Écouter et associer les territoires dans la construction des projets	Sans objet
3-04	Développer les analyses économiques dans les programmes et projets	Sans objet
B. Développer l'effet incitatif des outils économiques en confortant le principe pollueur-payeur		
3-05	Ajuster le système tarifaire en fonction du niveau de récupération des coûts	Sans objet
3-06	Développer l'évaluation des politiques de l'eau et des outils économiques incitatifs	Sans objet
C. Assurer un financement efficace et pérenne de la politique de l'eau		
3-07	Privilégier les financements efficaces, susceptibles d'engendrer des bénéfices et d'éviter certaines dépenses	Sans objet
OF N° 4 : RENFORCER LA GOUVERNANCE LOCALE DE L'EAU POUR ASSURER UNE GESTION INTÉGRÉE DES ENJEUX		
A. Renforcer la gouvernance dans le domaine de l'eau		

4-01	Développer la concertation multi-acteurs sur les bassins versants	Sans objet
4-02	Intégrer les priorités du SDAGE dans les SAGE et les contrats de milieux et de bassin versant	Sans objet
4-03	Intégrer les priorités du SDAGE dans les PAPI et SLGRI et améliorer leur cohérence avec les SAGE et les contrats de milieux et de bassin versant	Sans objet
4-04	Promouvoir des périmètres de SAGE et de contrats de milieux ou de bassin versant au plus proche du terrain	Sans objet
4-05	Mettre en place un SAGE sur les territoires pour lesquels cela est nécessaire à l'atteinte des objectifs du SDAGE	Sans objet
4-06	Intégrer un volet mer dans les SAGE et les contrats de milieux côtiers	Sans objet
4-07	Assurer la coordination au niveau supra bassin versant	Sans objet
B. Structurer la maîtrise d'ouvrage à une échelle pertinente		
4-08	Assurer la gestion équilibrée des ressources en eau et la prévention des inondations par une maîtrise d'ouvrage structurée à l'échelle des bassins versants	Sans objet
4-09	Encourager la reconnaissance des syndicats de bassin versant comme EPAGE ou EPTB	Sans objet
4-10	Structurer la maîtrise d'ouvrage des services publics d'eau et d'assainissement à une échelle pertinente	Sans objet
4-11	Assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement	Sans objet
C. Assurer la cohérence des projets d'aménagement du territoire et de développement économique avec les objectifs de la politique de l'eau		
4-12	Intégrer les enjeux du SDAGE dans les projets d'aménagement du territoire et de développement économique	<p>La zone de projet n'est concernée par aucune zone humide. En revanche une traversée du ruisseau des Teppes est prévue, mais les limites de l'ICPE seront situées à l'extérieur d'une bande de 10 m de part et d'autre des berges de ce ruisseau.</p> <p>La séquence d'évitement et réduction a été mise en place dans le cadre du présent projet. Des impacts peuvent ainsi être évités.</p> <p>Ces mesures sont présentées en détails au chapitre 6) de la pièce 3 du présent dossier</p> <p>⇒ Le projet est donc compatible avec cette orientation.</p>
4-13	Associer les acteurs de l'eau à l'élaboration des projets	Sans objet

	d'aménagement du territoire	
4-14	Assurer la cohérence des financements des projets de développement territorial avec le principe de gestion équilibrée des milieux aquatiques	Sans objet
4-15	Organiser les usages maritimes en protégeant les secteurs fragiles	Sans objet
OF N° 5 : LUTTER CONTRE LES POLLUTIONS EN METTANT LA PRIORITE SUR LES POLLUTIONS PAR LES SUBSTANCES DANGEREUSES ET LA PROTECTION DE LA SANTE		
A. POURSUIVRE LES EFFORTS DE LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS D'ORIGINE DOMESTIQUE ET INDUSTRIELLE		
5A-01	Prévoir des dispositifs de réduction des pollutions garantissant l'atteinte et le maintien à long terme du bon état des eaux	Des dallages sont par endroits présents sur le site, mais aucun nouveau revêtement imperméable ne sera placé sur le site, de manière à permettre l'infiltration des eaux pluviales dans le sol tel qu'il a lieu aujourd'hui. Les stocks de matériaux inertes entreposés sur le site étant constitués de matériaux non dangereux et non polluants, ils ne seront pas de nature à dégrader la qualité des eaux pluviales s'infiltrant sur le site.
5A-02	Pour les milieux particulièrement sensibles aux pollutions, adapter les conditions de rejet en s'appuyant sur la notion de « flux admissible »	Aucun rejet n'est prévu par le projet
5A-03	Réduire la pollution par temps de pluie en zone urbaine	Sans objet
5A-04	Eviter, réduire et compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées	Sans objet
5A-05	Adapter les dispositifs en milieu rural en promouvant l'assainissement non collectif ou semi collectif et en confortant les services d'assistance technique	Sans objet
5A-06	Etablir et mettre en œuvre des schémas directeurs d'assainissement qui intègrent les objectifs du SDAGE	Sans objet
5A-07	Réduire les pollutions en milieu marin	Sans objet
B. LUTTER CONTRE L'EUTROPHISATION DES MILIEUX AQUATIQUES		
5B-01	Anticiper pour assurer la non-dégradation des milieux aquatiques fragiles vis-à-vis des phénomènes d'eutrophisation	Sans objet
5B-02	Restaurer les milieux dégradés en agissant de façon coordonnée à l'échelle du bassin versant	Sans objet
5B-03	Réduire les apports en phosphore et en azote dans les milieux aquatiques fragiles vis-à-vis de l'eutrophisation	Sans objet
5B-04	Engager des actions de restauration physique des milieux et d'amélioration de l'hydrologie	Sans objet
C. LUTTER CONTRE LES POLLUTIONS PAR LES SUBSTANCES DANGEREUSES		

Réduire les émissions et éviter les dégradations chroniques		
5C-01	Décliner les objectifs de réduction nationaux des émissions de substances au niveau du bassin	Sans objet
5C-02	Développer des approches territoriales pour réduire les émissions de substances dangereuses et le niveau d'imprégnation des milieux	Sans objet
5C-03	Réduire les pollutions que concentrent les agglomérations	Sans objet
5C-04	Conforter et appliquer les règles d'une gestion précautionneuse des travaux sur les sédiments aquatiques contaminés	Sans objet
5C-05	Maitriser et réduire l'impact des pollutions historiques	<p>Le site sur lequel s'implante l'ICPE est une friche industrielle sur laquelle des dépollutions ont déjà eu lieu. La qualité de l'eau souterraine reste sous surveillance, et les derniers résultats montrent une tendance à l'amélioration. L'éloignement du site de l'ICPE par rapport au noyau de pollution permet de ne plus y constater de polluants qu'à l'état de traces.</p> <p>Des faibles affouillements jusqu'à 1 m de profondeur sont prévus pour la création du bassin de rétention, mais dans un remblai a priori sain, selon les observations de terrains avant la réalisation de la STEP de Venthon, située juste à côté.</p> <p>Les matériaux entreposés étant inertes, ils ne seront pas de nature à dégrader la qualité du sol et de l'eau souterraine au droit du site.</p>
Sensibiliser et mobiliser les acteurs		
5C-06	Intégrer la problématique « substances dangereuses » dans le cadre des SAGE et des dispositifs contractuels	Sans objet
Améliorer les connaissances nécessaires à la mise en œuvre d'actions opérationnelles		
5C-07	Valoriser les connaissances acquises et assurer une veille scientifique sur les pollutions émergentes, pour guider l'action et évaluer les progrès accomplis	Sans objet
D. LUTTER CONTRE LA POLLUTION PAR LES PESTICIDES PAR DES CHANGEMENTS CONSÉQUENTS DANS LES PRATIQUES ACTUELLES		
5D-01	Encourager les filières économiques favorisant les techniques de production pas ou peu polluantes	Sans objet
5D-02	Favoriser l'adoption de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement en mobilisant les acteurs et outils financiers	Sans objet
5D-03	Instaurer une réglementation locale concernant l'utilisation des pesticides sur les secteurs à enjeux	Sans objet
5D-04	Engager des actions en zones non agricoles	Sans objet
5D-05	Réduire les flux de pollutions par les pesticides à la mer	Sans objet

	Méditerranée et aux milieux lagunaires	
E. ÉVALUER, PRÉVENIR ET MAÎTRISER LES RISQUES POUR LA SANTE HUMAINE		
PROTEGER LA RESSOURCE EAU POTABLE		
5E-01	Protéger les ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable	Sans objet
5E-02	Délimiter les aires d'alimentation des captages d'eau potable prioritaires, pollués par les nitrates ou les pesticides, et restaurer leur qualité	Sans objet
5E-03	Renforcer les actions préventives de protection des captages d'eau potable	Sans objet
5E-04	Restaurer la qualité des captages d'eau potable pollués par les nitrates par des zones d'actions renforcées	Sans objet
Atteindre les objectifs de qualité propres aux eaux de baignade et aux eaux conchylicoles		
5E-05	Réduire les pollutions du bassin versant pour atteindre les objectifs de qualité	Sans objet
Réduire l'exposition des populations aux substances chimiques via l'environnement, y compris les polluants émergents		
5E-06	Prévenir les risques de pollution accidentelle dans les territoires vulnérables	Sans objet
5E-07	Porter un diagnostic sur les effets des substances sur l'environnement et la santé	Sans objet
5E-08	Réduire l'exposition des populations aux pollutions	Sans objet
OF N° 6 : PRÉSERVER ET RESTAURER LE FONCTIONNEMENT DES MILIEUX AQUATIQUES ET DES ZONES HUMIDES		
A. AGIR SUR LA MORPHOLOGIE ET LE DÉCLOISONNEMENT POUR PRÉSERVER ET RESTAURER LES MILIEUX AQUATIQUES		
6A-00	Préserver et restaurer les milieux aquatiques et humides avec une approche intégrée, en ciblant les solutions les plus efficaces	Sans objet
Définir, préserver et prendre en compte l'espace de bon fonctionnement		
6A-01	Définir les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques, humides, littoraux et eaux souterraines	Sans objet
6A-02	Préserver et restaurer les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques	Sans objet
Maintenir et restaurer les processus écologiques des milieux aquatiques		
6A-03	Préserver les réservoirs biologiques et renforcer leur rôle à l'échelle des bassins versants	Sans objet
6A-04	Préserver et restaurer les rives de cours d'eau et plans d'eau, les forêts alluviales et ripisylves	Sans objet

6A-05	Restaurer la continuité écologique des milieux aquatiques	Sans objet
6A-06	Poursuivre la reconquête des axes de vie des poissons migrateurs amphihalins et consolider le réseau de suivi des populations	Sans objet
6A-07	Mettre en œuvre une politique de gestion des sédiments	Sans objet
6A-08	Restaurer les milieux aquatiques en ciblant les actions les plus efficaces et en intégrant les dimensions économiques et sociologiques	Sans objet
6A-09	Évaluer l'impact à long terme des pressions et des actions de restauration sur l'hydromorphologie des milieux aquatiques	Sans objet
6A-10	Réduire les impacts des éclusées sur les cours d'eau pour une gestion durable des milieux et des espèces	Sans objet
6A-11	Améliorer ou développer la gestion coordonnée des ouvrages à l'échelle des bassins versants	Sans objet
Assurer la non-degradation		
6A-12	Maîtriser les impacts des nouveaux ouvrages	La réalisation d'un dalot pour traverser le ruisseau des Steppes est prévue. Il est dimensionné pour assurer le passage des crues, le maintien d'un substrat en fond de lit, et la continuité écologique entre l'amont et l'aval de l'ouvrage. Des mesures sont prévues en phase travaux pour réduire le risque potentiel de pollution du cours d'eau. Plus de détails sont apportés dans la notice descriptive (pièce 3 du dossier) et son annexe 5 « Note hydraulique »
6A-13	Assurer la compatibilité des pratiques d'entretien des milieux aquatiques et d'extraction en lit majeur avec les objectifs environnementaux	Sans objet
6A-14	Maîtriser les impacts cumulés des plans d'eau	Sans objet
Mettre en œuvre une gestion adaptée aux plans d'eau et au littoral		
6A-15	Formaliser et mettre en œuvre une gestion durable des plans d'eau	Sans objet
6A-16	Mettre en œuvre une politique de préservation et de restauration du littoral et du milieu marin pour la gestion et la restauration physique des milieux	Sans objet
B. PRÉSERVER, RESTAURER ET GÉRER LES ZONES HUMIDES		
6B-01	Préserver, restaurer, gérer les zones humides et mettre en œuvre des plans de gestion stratégique des zones humides sur les territoires pertinents	Sans objet
6B-02	Mobiliser les outils financiers, fonciers et environnementaux en	Sans objet

	faveur des zones humides	
6B-03	Préserver les zones humides en les prenant en compte dans les projets	Aucune zone humide départementale n'est présente sur le site projeté pour l'ICPE. La zone humide la plus proche constitue l'Arly et ses berges, à plus d'une vingtaine de mètres des limites de l'ICPE, séparé par un rideau boisé ainsi que la piste cyclable Albertville-Ugine
6B-04	Poursuivre l'information et la sensibilisation des acteurs par la mise à disposition et le porter à connaissance	Sans objet
C. INTEGRER LA GESTION DES ESPÈCES DE LA FAUNE ET DE LA FLORE DANS LES POLITIQUES DE GESTION DE L'EAU		
6C-01	Mettre en œuvre une gestion planifiée du patrimoine piscicole d'eau douce	Sans objet
6C-02	Gérer les espèces autochtones en cohérence avec l'objectif de bon état des milieux	Sans objet
6C-03	Organiser une gestion préventive et raisonnée des espèces exotiques envahissantes, adaptée à leur stade de colonisation et aux caractéristiques des milieux aquatiques et humides	La colonisation du site par la Renouée du Japon est à ce stade faible, où seulement quelques ilots de plusieurs plants ont été observés lors d'une visite de terrain. Une mesure d'éradication des plantes envahissantes en phase travaux est prévue, par des excavations mécaniques élargies suivies d'un bâchage des matériaux sur site (confinement) ou d'une évacuation vers la plateforme de compostage de Chambéry. Un nettoyage des engins est également prévu pour éviter toute dissémination de graines de celle-ci. Enfin, le producteur de matériaux amenant ceux-ci sur l'écoparc devra s'assurer au préalable de l'absence d'espèces envahissantes parmi ceux-ci pour éviter toute dissémination supplémentaire.
6C-04	Préserver le milieu marin méditerranéen de l'introduction d'espèces exotiques envahissantes	Sans objet
OF N° 7 : ATTEINDRE L'ÉQUILIBRE QUANTITATIF EN AMÉLIORANT LE PARTAGE DE LA RESSOURCE EN EAU ET EN ANTICIPANT L'AVENIR		
A. CONCRETISER LES ACTIONS DE PARTAGE DE LA RESSOURCE ET D'ECONOMIE D'EAU DANS LES SECTEURS EN DESEQUILIBRE QUANTITATIF OU A EQUILIBRE PRECAIRE		
7-01	Élaborer et mettre en œuvre les plans de gestion de la ressource en eau	Un bassin de rétention d'eau, alimenté par de l'eau souterraine de versant est prévu par le projet. Les flux de cette eau sont gérés actuellement par le bassin d'orage de l'écoparc, sans qu'elles apportent une utilité particulière au site, avant d'être rejetée dans l'Arly. Le projet prévoit donc de dévier ses eaux vers le projet de station de transit et son bassin de rétention.

		Les eaux stockées dans le bassin serviront à l'arrosage des pistes, à l'aspersion et la brumisation des tas de matériaux par temps sec. La création de ce bassin permet ainsi prévenir l'utilisation d'eau potable à des fins d'aspersion ou d'arrosage par de l'eau s'écoulant naturellement à proximité du projet.
7-02	Démultiplier les économies d'eau	Sans objet
7-03	Recourir à des ressources de substitution dans le cadre de projets de territoire	Sans objet
B. ANTICIPER ET S'ADAPTER A LA RARETE DE LA RESSOURCE EN EAU		
7-04	Anticiper face aux effets du changement climatique	Sans objet
7-05	Rendre compatibles les politiques d'aménagement du territoire et les usages avec la disponibilité de la ressource	Sans objet
7-06	Mieux connaître et encadrer les prélèvements à usage domestique	Sans objet
C. RENFORCER LES OUTILS DE PILOTAGE ET DE SUIVI		
7-07	S'assurer du retour à l'équilibre quantitatif en s'appuyant sur les principaux points de confluence du bassin et les points stratégiques de référence pour les eaux superficielles et souterraines	Sans objet
7-08	Développer le pilotage des actions de résorption des déséquilibres quantitatifs à l'échelle des périmètres de gestion	Sans objet
7-09	Renforcer la concertation locale en s'appuyant sur les instances de gouvernance de l'eau	Sans objet
OF N° 8 : AUGMENTER LA SÉCURITÉ DES POPULATIONS EXPOSÉES AUX INONDATIONS EN TENANT COMPTE DU FONCTIONNEMENT NATUREL DES MILIEUX AQUATIQUES		
A. AGIR SUR LES CAPACITES D'ECOULEMENT		
8-01	Préserver les champs d'expansion des crues	Sans objet
8-02	Rechercher la mobilisation de nouvelles capacités d'expansion des crues	Sans objet
8-03	Éviter les remblais en zones inondables	Sans objet
8-04	Limiter la création de nouveaux ouvrages de protection aux secteurs à risque fort et présentant des enjeux importants	Sans objet
8-05	Limiter le ruissellement à la source	Sans objet
8-06	Favoriser la rétention dynamique des écoulements	Sans objet
8-07	Restaurer les fonctionnalités naturelles des milieux qui permettent de réduire les crues et les submersions marines	Sans objet
8-08	Préserver ou améliorer la gestion de l'équilibre sédimentaire	Sans objet

8-09	Gérer la ripisylve en tenant compte des incidences sur l'écoulement des crues et la qualité des milieux	Sans objet
B. PRENDRE EN COMPTE LES RISQUES TORRENTIELS		
8-10	Développer des stratégies de gestion des débits solides dans les zones exposées à des risques torrentiels	Sans objet
C. PRENDRE EN COMPTE L'EROSION COTIERE DU LITTORAL		
8-11	Identifier les territoires présentant un risque important d'érosion	Sans objet
8-12	Traiter de l'érosion littorale dans les stratégies locales exposées à un risque important d'érosion	Sans objet

1.2. Conformité avec le SRADET

Le SRADET (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires) est un document de planification qui, à l'échelle régionale, précise la stratégie, les objectifs et les règles fixées par la Région dans plusieurs domaines de l'aménagement du territoire. Il intègre plusieurs schémas régionaux thématiques préexistants : Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE), Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Énergie (SRCAE). Il s'impose à plusieurs autres documents de planification dont les Schémas de Cohérence territoriale (SCoT).

Le SRADET de la Région Auvergne-Rhône-Alpes a été adopté le 20 décembre 2019. Ce schéma stratégique et transversal recouvre non seulement les questions d'aménagement du territoire mais aussi de mobilité, d'infrastructures de transports, d'environnement, de gestion de l'espace, d'habitats ou encore de gestion des déchets. Il donne les grandes mutations à venir sur les territoires auvergnats et rhônalpins à l'horizon 2030.

Le SRADET couvre les thématiques suivantes :

- Équilibre et égalité des territoires
- Désenclavement des territoires ruraux
- Habitat
- Gestion économe de l'espace
- Intermodalité et développement des transports
- Implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional
- Maîtrise de l'énergie et développement des énergies renouvelables et de récupération
- Lutte contre le changement climatique
- Pollution de l'air
- Protection et restauration de la biodiversité
- Prévention et gestion des déchets
- Foncier agricole
- Infrastructures numériques

Le SRADET s'organise autour de 4 objectifs généraux, qui se déclinent en 10 objectifs stratégiques et 72 objectifs opérationnels. Ces différents objectifs sont présentés dans le tableau suivant. La conformité du projet à chacun de ces objectifs est analysée dans ce même tableau.

D'après l'analyse réalisée dans le tableau suivant, et avec la mise en place des mesures, le projet apparaît comme compatible avec les objectifs visés par le SRADET Auvergne-Rhône-Alpes.

Objectif	Intitulé	Compatibilité du projet
OBJECTIF GÉNÉRAL 1 : CONSTRUIRE UNE RÉGION QUI N'OUBLIE PERSONNE.		
Objectif stratégique 1 : Garantir, dans un contexte de changement climatique, un cadre de vie de qualité pour tous.		
1.1	Redynamiser les centres bourgs, les centres villes et les quartiers en difficulté.	Non concerné.
1.2	Répondre à la diversité et à l'évolution des besoins des habitants en matière d'habitat.	
1.3	Consolider la cohérence entre urbanisme et déplacements.	
1.4	Concilier le développement des offres et des réseaux de transport avec la qualité environnementale.	
1.5	Réduire les émissions des polluants les plus significatifs et poursuivre celle des émissions de gaz à effet de serre aux horizon 2030 et 2050.	
1.6	Préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières.	La zone de projet est située dans un espace perméable, hors des réservoirs de biodiversité identifiés par la trame verte et bleue. Par ailleurs, l'ICPE devra être clôturé mais le site n'est pas traversé par un corridor écologique. Le projet n'aura pas d'impact sur l'Arly, cours d'eau de la Trame bleue. Le ruisseau des Steppes n'est pas inscrit en tant que cours d'eau de la trame bleue. Le maintien des zones d'entreposage à plus de 10 m des berges du ruisseau des Steppes et la création d'un dalot permettant le passage d'engins tout en maintenant la continuité écologique entre l'amont et l'aval de l'ouvrage doit permettre de préserver ce cours d'eau, affluent de l'Arly. Lors de la création du dalot, des mesures visant à prévenir toute pollution du cours d'eau sont prévues.
1.7	Valoriser la richesse et la diversité des paysages, patrimoines et espaces naturels remarquables et ordinaires de la région.	Le site du projet est une ancienne friche industrielle sur laquelle une végétation opportuniste s'est développée. Le site, situé en fond de vallée, ne constitue pas une richesse du paysage des communes de Venthon et Albertville. Toutefois, un rideau boisé sera maintenu ou créé, selon les secteurs, pour limiter l'aperçu sur l'entreposage de matériaux depuis la RD et piste cyclable longeant le site.

Objectif	Intitulé	Compatibilité du projet
1.8	Rechercher l'équilibre entre les espaces artificialisés et les espaces naturels, agricoles et forestiers dans et autour des espaces urbanisés.	L'ICPE s'implante sur un ancien site industriel fermé en 2002. Si les bâtiments ont tous été démantelés, des vestiges sont encore présents sur le site : dallage, vieux réseaux souterrains, déchets métalliques. L'ICPE s'implante donc sur un ancien site urbain, et peu naturel malgré le développement d'une végétation opportuniste ces 20 dernières années après le démantèlement du site.
1.9	Développer une approche transversale pour lutter contre les effets du changement climatique.	Non concerné
Objectif stratégique 2 : Offrir l'accès aux principaux services sur tous les territoires.		
2.1	Couvrir 100% du territoire en Très Haut Débit (THD) et diviser par deux les zones blanches de téléphonie mobile.	Non concerné.
2.2	Agir pour le maintien et le développement des services de proximité sur tous les territoires de la région.	
2.3	Répondre aux besoins de mobilité en diversifiant les offres et services en fonction des spécificités des personnes et des territoires.	
2.4	Simplifier et faciliter le parcours des voyageurs et la circulation des marchandises.	
2.5	Renforcer l'attractivité, la performance et la fiabilité des services de transports publics.	
2.6	Renforcer la sécurité des déplacements pour tous les modes.	
2.7	Renforcer la sûreté pour les voyageurs dans les transports collectifs et dans les lieux d'attente.	Non concerné.
2.8	Développer une offre de santé de premier recours adaptée aux besoins des territoires (infrastructures, attraction des professionnels de santé).	
2.9	Accompagner la réhabilitation énergétique des logements privés et publics et améliorer leur qualité environnementale.	
OBJECTIF GÉNÉRAL 2 : DÉVELOPPER LA RÉGION PAR L'ATTRACTIVITÉ ET LES SPÉCIFICITÉS DE SES TERRITOIRES.		
Objectif stratégique 3 : Promouvoir des modèles de développement locaux fondés sur les potentiels et les ressources.		
3.1	Privilégier le recyclage du foncier à la consommation de nouveaux espaces.	Non concerné.
3.2	Anticiper à l'échelle des SCoT la mobilisation de fonciers de compensation à fort potentiel environnemental.	

Objectif	Intitulé	Compatibilité du projet
3.3	Préserver et valoriser les potentiels fonciers pour assurer une activité agricole et sylvicole viable, soucieuse de la qualité des sols, de la biodiversité et résiliente face aux impacts du changement climatique.	Non concerné.
3.4	Faire de l'image de chaque territoire un facteur d'attractivité.	Non concerné
3.5	Soutenir spécifiquement le développement des territoires et projets à enjeux d'échelle régionale.	Non concerné.
3.6	Limiter le développement de surfaces commerciales en périphérie des villes en priorisant leurs implantations en centre-ville et en favorisant la densification des surfaces commerciales existantes.	
3.7	Augmenter de 54% à l'horizon 2030 la production d'énergie renouvelable en accompagnant les projets de production d'énergie renouvelable et en s'appuyant sur les potentiels de chaque territoire, et porter cet effort à +100% à l'horizon 2050.	
3.8	Réduire la consommation énergétique de la région de 23% par habitant à l'horizon 2030 et porter cet effort à -38% à l'horizon 2050.	
3.9	Préserver les espaces et le bon fonctionnement des grands cours d'eau de la région.	
Objectif stratégique 4 : Faire une priorité des territoires en fragilité.		
4.1	Désenclaver les territoires ruraux et de montagne par des infrastructures de transport et des services de mobilité adaptés.	Non concerné.
4.2	Faire de la résorption de la vacance locative résidentielle et touristique une priorité avant d'engager la production d'une offre supplémentaire.	
4.3	Accompagner les collectivités à mieux prévenir et à s'adapter aux risques naturels très présents dans la région.	
4.4	Préserver les pollinisateurs tant en termes de biodiversité qu'en termes de filière apicole.	Non concerné.

Objectif	Intitulé	Compatibilité du projet
4.5	Préserver la ressource en eau pour limiter les conflits d'usage et garantir le bon fonctionnement des écosystèmes notamment en montagne et dans le sud de la région.	<p>Le projet ne génère pas de consommation d'eau potable. L'utilisation d'eaux souterraines émergeant au niveau de l'écoparc sera privilégiée pour l'aspersion et la brumisation des stocks de matériaux inertes par temps sec afin de limiter l'envol de poussières. Il n'est pas situé au sein de périmètres de protection de captage, ni en amont de l'un de ces périmètres.</p> <p>Des mesures préventives visant à éviter tout risque de pollution par les engins lors du déplacement de matériaux sur le site seront mises en œuvre.</p> <p>De ce fait, il est estimé que le projet n'est pas de nature à générer de pollution des eaux destinées à la consommation humaine.</p>
Objectif stratégique 5 : Interconnecter les territoires et développer leur complémentarité.		
5.1	Promouvoir une organisation multipolaire qui renforce les complémentarités des territoires et qui favorise les fonctionnements de proximité à l'échelle locale.	Non concerné.
5.2	Identifier les itinéraires d'intérêt régional pour un maillage cohérent et complémentaire des infrastructures de transport tous modes.	
5.3	Veiller à la cohérence des aménagements pour la connexion des offres et services de mobilité au sein des pôles d'échanges.	
5.4	Veiller à une performance adaptée des infrastructures de transport en réponse au besoin d'échanges entre les territoires.	
5.5	Inciter à la complémentarité des grands équipements portuaires et d'intermodalité fret.	
5.6	Inciter à la complémentarité des grands équipements aéroportuaires.	
OBJECTIF GÉNÉRAL 3 : INSCRIRE LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DANS LES DYNAMIQUES INTERRÉGIONALES, TRANSFRONTALIÈRES ET EUROPÉENNES.		
Objectif stratégique 6 : Développer les échanges nationaux source de plus-values pour la région		
6.1	Développer des programmes de coopération interrégionales dans les domaines de la mobilité, de l'environnement et de l'aménagement.	Non concerné.
6.2	Soutenir les grands projets de liaisons supra régionales (infrastructures, équipements, services) renforçant les échanges est-ouest et nord-sud.	
6.3	Exploiter le potentiel des fleuves dans une logique interrégionale.	
Objectif stratégique 7 : Valoriser les dynamiques européennes et transfrontalières et maîtriser leurs impacts sur le territoire régional.		

Objectif	Intitulé	Compatibilité du projet
7.1	Renforcer les échanges transfrontaliers.	Non concerné.
7.2	Renforcer la mobilité durable à l'échelle du Grand Genève.	
7.3	Développer et renforcer une vision commune de l'aménagement du territoire du Genevois français afin de permettre des échanges équilibrés et des coopérations constructives au sein du Grand Genève et du territoire lémanique.	
7.4	Valoriser le corridor Rhône-Saône et renforcer la performance des ports pour les échanges intercontinentaux et l'ouverture maritime de la région.	Non concerné.
7.5	Faire une priorité du maintien de la biodiversité alpine, en préservant et restaurant les continuités écologiques à l'échelle des Alpes occidentales, en lien avec la Région Sud PACA et les régions italiennes (Val d'Aoste, Ligurie, Piémont).	
OBJECTIF GÉNÉRAL 4 : INNOVER POUR RÉUSSIR LES TRANSITIONS (TRANSFORMATIONS) ET MUTATIONS.		
Objectif stratégique 8 : Faire de la Région un acteur des processus de transition des territoires.		
8.1	Animer, encourager ou accompagner les processus innovants des territoires.	Non concerné.
8.2	Accompagner les collectivités dans leur PCAET et dans le développement des solutions alternatives, la sensibilisation du public et la mobilisation des professionnels pour amplifier les changements (comportement, production, ingénierie, etc.).	
8.3	Faire d'Auvergne-Rhône-Alpes une région leader sur la prévention et la gestion des déchets.	La réalisation du projet va participer à l'améliorer la valorisation des déchets inertes issus du BTP. Le développement d'installations de valorisation et de stockage temporaire de déchets de chantier avec encouragé par le SRADDET et le projet va en ce sens.
8.4	Assurer une transition équilibrée entre les territoires et la juste répartition d'infrastructures de gestion des déchets.	Le SRADDET a entre autres pour objectif de Développer les nouvelles installations de collecte et de valorisation, notamment concernant les biodéchets, les déchèteries, les centres de tri des emballages et des DAE, les installations de valorisation et de stockage des déchets inertes, les unités de valorisation énergétique des combustibles solides de récupération.
8.5	Faire d'Auvergne-Rhône-Alpes la région de l'économie circulaire.	La revalorisation de déchets permet de réduire la consommation de nouvelles ressources et donc d'engager une économie circulaire.
8.6	Affirmer le rôle de chef de file climat, énergie, qualité de l'air, déchets et biodiversité de la Région.	Non concerné.

Objectif	Intitulé	Compatibilité du projet
8.7	Accompagner les mutations des territoires en matière de mobilité.	
Objectif stratégique 9 : Préparer les territoires aux grandes mutations dans les domaines de la mobilité, de l'énergie, du climat et des usages, en tenant compte des évolutions sociodémographiques et sociétales.		
9.1	Accompagner l'autoconsommation d'énergie renouvelable et les solutions de stockage d'énergie.	Non concerné.
9.2	Mobiliser les citoyens et acteurs sur le changement climatique et l'érosion de la biodiversité en soutenant et diffusant les bonnes pratiques.	
9.3	Développer le vecteur énergétique et la filière hydrogène tant en termes de stockage d'énergie que de mobilité.	
9.4	Expérimenter, déployer et promouvoir les innovations technologiques, organisationnelles et les initiatives privées et publiques pour la mobilité.	
Objectif stratégique 10 : Développer une relation innovante avec les territoires et les acteurs locaux.		
10.1	Permettre les coopérations interrégionales voire internationales pour développer un réseau de bornes d'avitaillement en énergies alternatives pour les transports.	Non concerné.
10.2	Encourager des initiatives de coopération entre les acteurs de l'aménagement, de la mobilité et de l'environnement à l'échelle des bassins de vie.	
10.3	Encourager de nouvelles formes de mutualisation de l'ingénierie territoriale.	
10.4	Repenser le positionnement de la Région comme acteur facilitant l'action des acteurs locaux.	

1.3. Conformité avec le Programme National de Prévention des déchets

Le programme national de prévention des déchets (PNPD) 2021-2027 s'inscrit dans le contexte de la directive-cadre européenne sur les déchets (directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008), qui prévoit une obligation pour chaque État membre de l'Union européenne de mettre en œuvre des programmes de prévention des déchets. L'article L541-11 du code de l'environnement intègre cette obligation dans la législation nationale.

Le plan national de prévention des déchets (PNPD) fixe les orientations stratégiques de la politique publique de prévention des déchets et décline les actions de prévention à mettre en œuvre. L'élaboration d'un plan de prévention des déchets s'inscrit dans le cadre défini par le droit européen et le code de l'environnement.

Constituant la 3e édition, le PNPD pour la période 2021-2027 actualise les mesures de planification de la prévention des déchets au regard des réformes engagées en matière d'économie circulaire depuis 2017 (Feuille de route économie circulaire d'avril 2018, Loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire publiée le 10 février 2020).

Ce plan s'articule autour de 5 axes :

- Axe 1 – Intégrer la prévention des déchets dès la conception des produits et des services ;
- Axe 2 – Allonger la durée d'usage des produits en favorisant leur entretien et leur réparation ;
- Axe 3 – Développer le réemploi et la réutilisation ;
- Axe 4 – Lutter contre le gaspillage et réduire les déchets ;
- Axe 5 – Engager les acteurs publics dans des démarches de prévention des déchets.

Le projet de création d'une station de transit de déchets inertes s'intègre dans l'axe 3 du plan national de prévention des déchets. En effet, le projet vise à permettre l'entreposage de matériaux inertes triés issus de la station de tri et concassage de l'Ecoparc, en vue de les revaloriser pour les besoins des chantiers sur l'agglomération Arlysère. Ce projet, par le développement du réemploi de matériaux inertes, permet donc d'être compatible avec le programme national de prévention des déchets.

1.4. Conformité avec le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) d'Auvergne Rhône-Alpes

La Loi du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (Loi NOTRe), a substitué un plan unique de prévention et de gestion des déchets à l'échelle régionale aux trois plans existants : les plans départementaux de prévention et de gestion des déchets non dangereux, les plans départementaux de prévention et de gestion des déchets issus des activités du BTP et le plan régional de prévention et de gestion des déchets dangereux.

Le plan régional de prévention et gestion des déchets (PRPGD) élaboré par la Région comprend :

- Un état des lieux de la prévention et de la gestion des déchets selon leur origine, leur nature, leur composition et les modalités de transport ;
- Une prospective à termes de 6 et 12 ans de l'évolution tendancielle des quantités de déchets à traiter ;
- Des objectifs en matière de prévention, de recyclage et de valorisation des déchets, déclinant les objectifs nationaux de manière adaptée aux particularités territoriales, ainsi que les priorités à retenir pour atteindre ces objectifs ;
- Une planification de la prévention et de la gestion des déchets à termes de 6 et 12 ans, comportant notamment la mention des installations qu'il apparaît nécessaire de créer ou d'adapter afin d'atteindre les objectifs précédents et dans la limite des capacités annuelles d'élimination de déchets non dangereux non inertes fixée par le plan ;
- Un plan régional d'action en faveur de l'économie circulaire.

Le PRPGD d'Auvergne Rhône-Alpes constitue une annexe du SRADDET et a donc été approuvé en même temps que ce dernier le 19 décembre 2019.

Dans son état des lieux sur les déchets inertes datant de 2015, le PRPGD définit que 86% des quantités de déchets inertes suivies sont envoyés en remblai sous forme de stockage définitif de déchets inertes ou en carrière pour leur remise en état. Cela revient à définir que seulement 14% des déchets inertes étaient recyclés en 2015. L'état des lieux du PRPGD reprend également que 489 plateformes de transit, tri et/ou recyclage ont été identifiées en 2016. Au moins 5 millions de tonnes de déchets inertes ont été recyclées sur les plateformes des déchets inertes. (source : Etude CERC). Les plateformes sont nécessaires au développement d'une économie circulaire. Bien qu'elles paraissent nombreuses, il apparaît un enjeu de pérenniser ces installations, notamment celles proches des zones urbaines denses. Elles sont également importantes en zones moins urbaines permettant de jouer leur rôle de stockage en attente des matériaux et qu'ils puissent être réutiliser sur d'autres chantiers avec ou sans traitement.

Les deux stratégies retenues par le plan en matière de déchets inertes sont les suivantes :

- Le maintien de la performance du traitement des déchets inertes,
- Augmentation de la performance des déchets inertes en privilégiant le recyclage par rapport au remblaiement de carrières ou à l'élimination

Ainsi, les objectifs retenus sont d'augmenter de +26% en 2025 et +50% en 2031 les quantités de déchets inertes réutilisés ou recyclés par rapport aux quantités déjà recyclées en 2016.

Le projet de station de transit étant voué à entreposer les matériaux inertes issus de la station de tri et concassage de l'écoparc, en vue de les revaloriser sur les chantiers de l'agglomération. Il permet d'éviter l'utilisation de ressource naturelle par le recyclage de

matériaux inertes. Le projet participe donc à l'atteinte des objectifs fixés par le PRPGD Auvergne Rhône Alpes en 2025 et 2031.